



RA-CFI.FR

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

SOMMAIRE

2019 : ÉCHANGER, TRAVAILLER EN CONFIANCE ET FAVORISER LE DIALOGUE	3
LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE	5
GÉOGRAPHIE DES INTERVENTIONS	7
PROJETS	8
MÉDIALAB	9
Favoriser la production de contenus innovants dans le monde arabe	
PAGOF	11
Encourager l'administration et la société civile à œuvrer pour un gouvernement ouvert	
MÉDIASAHEL	13
Offrir un nouvel espace d'expression à la jeunesse sahélienne	
OPEN DATA MÉDIAS 2	14
Participer à l'émergence de médias indépendants en Asie du Sud-Est	
YMER+	15
Mieux informer la population sur la situation humanitaire au Yémen	
VÉRIFOX AFRIQUE	16
Lutter contre les infox en période électorale	
INFOSDROITS	17
Promouvoir le débat public sur les droits humains à travers les médias	
HAL-MEDIA	18
Pour une information positive en Palestine	
ÉCHOS DES VOIX FÉMININES	19
Partir sur les routes, à la rencontre des femmes marocaines	
MÉKONG INFO DURABLE	20
Promouvoir un journalisme contribuant au développement durable dans la région du Mékong	
HIWAR TOUNSI	21
Mieux comprendre le processus électoral en Tunisie	
PRAVO-JUSTICE	22
Faire comprendre, grâce aux médias, les réformes de la justice en Ukraine	
ÉCRIRE ET PRODUIRE EN AFRIQUE 2	23
Soutenir la création de séries de fictions africaines	
RELÈVEMENT ET STABILISATION EN RCA	24
Pour une meilleure cohésion sociale	
NOS BAILLEURS ET PARTENAIRES EN 2019	25
PERSPECTIVES 2020	27
BILAN FINANCIER	28

2019 : ÉCHANGER, TRAVAILLER EN CONFIANCE ET FAVORISER LE DIALOGUE

2019 aura été une année très spéciale pour CFI puisqu'elle a consacré le 30^{ème} anniversaire de notre agence.

30 ans, c'est à la fois peu et beaucoup. C'est suffisant en tout cas pour avoir connu plusieurs vies. D'abord banque de programmes, nous avons connu un virage en 2011, vers une agence d'aide au développement médias, puis un autre pas important en 2017, avec notre intégration au groupe France Médias Monde (FMM). Les activités en 2019 démontrent toute l'importance et toute la pertinence de ces deux dernières évolutions. CFI est fier, avec l'appui continu du ministère de l'Europe et des affaires Etrangères et de sa maison mère, FMM, de contribuer aujourd'hui au développement pour les médias, mais aussi, c'est notre ADN, de contribuer au développement par les médias.

Nous tentons en effet d'épauler les médias qui, comme nous, croient qu'ils ont une responsabilité ou à tout le moins, un rôle actif à jouer comme leviers de transformation, comme leviers de développement et comme porteurs de valeurs. Nous croyons aussi à l'importance et à la richesse des échanges, du dialogue et de l'interaction entre les médias et leurs écosystèmes, même si ça n'est pas toujours facile et parfois risqué, comme nous l'avons tristement expérimenté avec l'arrestation du journaliste béninois Ignace Sossou, en décembre 2019.

Poursuivre les projets menés en synergie avec France Médias Monde

En 2019, CFI a mené près d'une trentaine de projets à destination de 5 500 bénéficiaires, soit une hausse de 20% par rapport à 2018. Ils ont permis de déployer un grand nombre d'actions pour renforcer les médias et améliorer la qualité et la diversité de l'information.

Plusieurs de ces projets sont organisés en synergie avec les médias du groupe France Médias Monde. C'est le cas, par exemple, de MédiaSahel, financé par l'Agence Française de Développement (AFD), qui participe à une meilleure implication de la jeunesse sahélienne dans le débat public. Ce projet, d'une durée de quatre ans, propose notamment un renforcement des médias à travers une série de formations pratiques opérées par CFI et de la production de contenus pédagogiques et informatifs à destination des jeunes citoyens, proposée par RFI.

L'agence a aussi lancé en 2019 « MédiaLab », grâce à une subvention exceptionnelle accordée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères dans le cadre du plan francophonie et pluri-linguisme. Quatre projets rattachés à ce label Médialab encouragent le développement de contenus innovants dans le monde arabe, notamment sur les questions de santé et d'environnement. Plusieurs dizaines de médias et plusieurs centaines de journalistes, francophones et arabophones, du monde arabe bénéficieront de cette initiative.

Et puis, comment ne pas avoir une pensée pour le courage de ces journalistes Yéménites, venus se former à Amman dans le cadre du projet « Yemen Media Emergency Response » (YMER+), financé par l'Union européenne, pour améliorer la circulation de l'information humanitaire au Yémen. Elles/ils sont retournés chez eux un peu plus forts de ce que nous avons pu leur apporter. Elles/ils auront été assurément l'un de nos plus grands motifs de fierté en 2019.

Échanger, travailler en confiance et favoriser le dialogue

Face à des paysages médiatiques mouvants, plus informels, plus fragmentés, plus ouverts et numériques, le forum médias et développement, qui a clôturé l'année 2019 à Paris, a représenté un moment d'échanges fort pour mieux se connaître et réfléchir ensemble à des problématiques communes : promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, impact de nos actions, enjeux de la lutte contre les fausses informations, médias et environnement, viabilité économique, satire...

Cet événement intense et chaleureux a réuni 130 médias et “influenceurs”, bénéficiaires de nos projets, qui contribuent à faire bouger les lignes dans les pays où ils vivent. Elles et ils sont venus échanger, partager et aussi célébrer les trente ans de l’agence.

L’année 2019 restera malheureusement aussi, aux yeux de beaucoup d’entre nous, l’année de la condamnation du journaliste Ignace Sossou. Travailler dans la durée au développement des médias d’un pays, c’est aussi s’exposer aux aléas politiques ou sociaux qui, parfois, créent brusquement une situation de rupture. En 2019, nous avons subi de plein fouet cette situation au Bénin. Alors qu’un séminaire destiné à lutter contre les infox venait de se tenir à Cotonou, le journaliste Ignace Sossou, du média Bénin Web TV, a été condamné à 18 mois de prison et 250 000 FCFA d’amende pour harcèlement par le biais de moyens de communication électroniques, après avoir partagé les propos d’un procureur tenus à cette occasion. Cette condamnation choquante et injuste vient souligner combien il peut être difficile de favoriser le dialogue entre autorités, médias et citoyens, afin de permettre à tous de mieux se comprendre. Cette crise a imposé à notre agence de réaffirmer les valeurs fondamentales qui la guident dans ses actions et dans ses interactions avec ses partenaires, à se doter de nouveaux outils, autant de garde-fous, pour que cette situation ne se reproduise pas. CFI en sortira meilleure et renforcée, à terme, même si l’incarcération d’Ignace Sossou est comme une ombre portée tant que dure sa détention.

L’égalité entre les femmes et les hommes et la sécurité, deux grandes causes structurantes

CFI a inscrit au cœur de son action l’égalité entre les femmes et les hommes, au regard du rôle fondamental que jouent les médias dans la transmission des valeurs et la représentation des identités. L’agence s’est ainsi dotée, en septembre 2019, d’une stratégie genre et mène une politique volontariste, tant sur le plan interne que dans la gestion de ses projets et sa communication. Avec cette stratégie, l’agence se fixe comme objectif de mener une politique ambitieuse et volontariste en matière d’égalité professionnelle entre ses personnes salariées et de faire du genre une ardente priorité dans la mise en œuvre de l’ensemble de ses actions, traduisant ainsi l’ambition portée par la France de promouvoir l’égalité entre les femmes et les hommes.

La sûreté des personnes en déplacement professionnel et la sûreté des informations sont d’autres préoccupations majeures pour CFI. Travailler sur le terrain, dans des contextes de plus en plus sensibles, est devenu difficile, notamment au regard de l’insécurité grandissante dans nos zones d’actions prioritaires, au Sahel et au Levant en particulier. Pour répondre à cette difficulté croissante, l’agence a adopté en 2019 une politique de sûreté plus robuste, arrimée à celle du groupe France Médias Monde, afin de garantir la sécurité des collaboratrices et collaborateurs comme des bénéficiaires.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

Les 12 événements majeurs qui ont marqué l'année 2019 pour l'agence française de développement médias.



Janvier

EU-JDID : conférence « Réseaux sociaux et politique », en partenariat avec le *Center for Strategic Studies* de l'Université de Jordanie. Un projet financé par l'Union européenne.



Février

YMER+ : formations dans quatre villes du Yémen (Sana'a, Aden, Taiz et Hajjah) pour renforcer les capacités des journalistes yéménites sur le traitement journalistique de l'information humanitaire. Un projet financé par l'AFD (Agence Française de Développement).



Mars

Journée internationale des droits des femmes : valorisation des journalistes bénéficiaires de nos projets.



Avril

MédiaSahel : lancement du projet MédiaSahel, financé par l'AFD, pour encourager l'implication de la jeunesse sahélienne dans les médias.



Mai

Journalistes du monde : diffusion de 42 témoignages de médias partenaires en Afrique et dans le monde arabe. Un projet mené avec l'EFJ, l'École du nouveau journalisme.



Juin

Conférence « Mutations sociales, transformations digitales : les défis du monde arabe », à l'Institut du Monde arabe.



Juillet

Échos des voix féminines : diffusion des premières émissions au Maroc.



Août

Hiwar Tounsi : formations de journalistes sur les enjeux des élections présidentielles dans deux villes tunisiennes (Djerba et Sousse).



Septembre

Adoption de notre stratégie genre, qui place l'égalité entre les femmes et les hommes au cœur de nos actions.



Octobre

MédiaLab environnement : lancement du projet à l'Institut du monde arabe.



Novembre

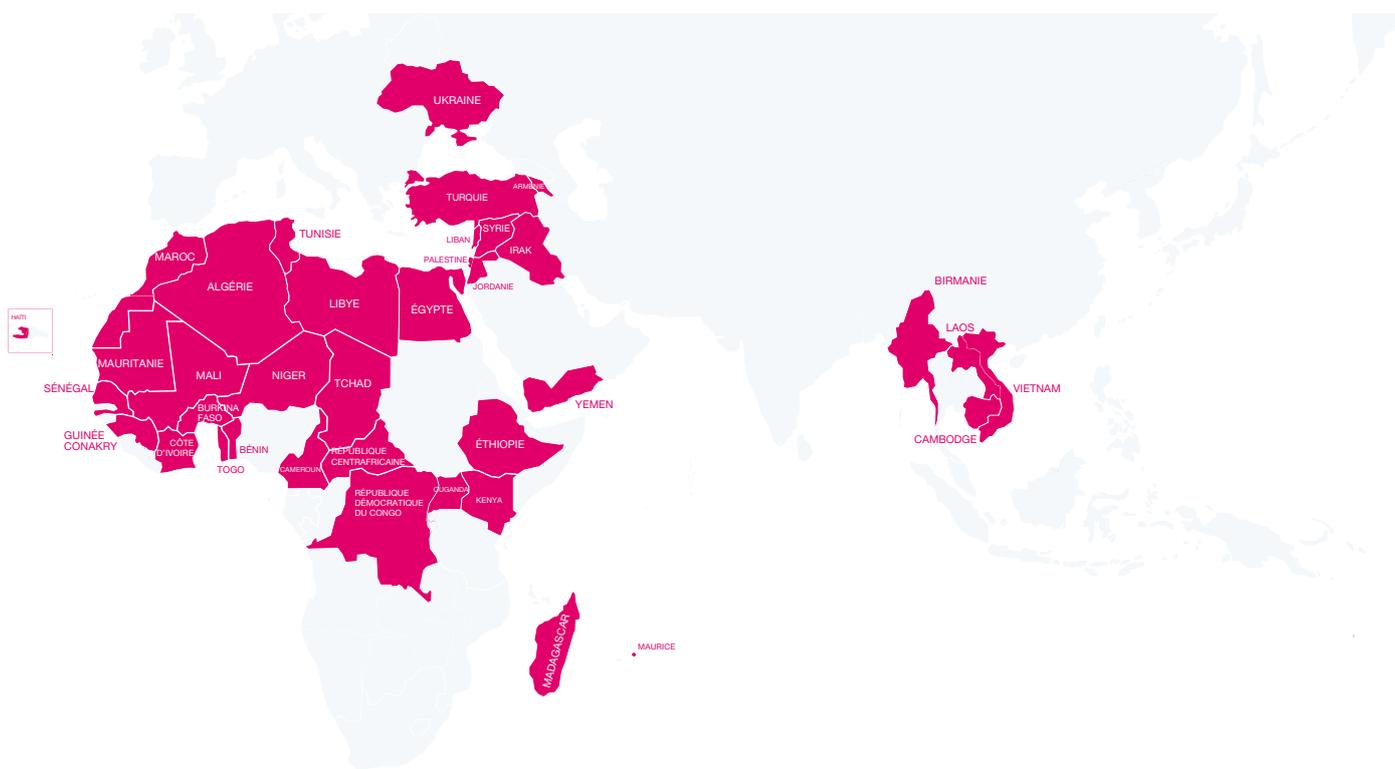
MédiaSahel : présentation du projet lors de la deuxième édition du Forum de Paris sur la Paix. Un projet financé par l'AFD.



Décembre

200 acteurs des médias de 25 pays présents au Forum « Médias et Développement » à Paris, à l'occasion des 30 ans de CFI, en partenariat avec RFI, France 24 et Monte Carlo Doualiya.

GÉOGRAPHIE DES INTERVENTIONS EN 2019



LES CHIFFRES CLÉS 2019



530
missions
sur le terrain



56%
de nos missions
concernent la jeunesse



5 575
professionnels
du Sud encadrés



13,5 M€
de ressources
mobilisés

PROJETS

En 2019, 36 projets ont été menés au profit de professionnels d'une vingtaine de pays. Découvrez 14 d'entre eux.

MÉDIALAB

Favoriser la production de contenus innovants dans le monde arabe

Calendrier : juillet 2018 – juin 2021 / **Budget global** : 970 K€

CFI a lancé « MédiaLab » en 2018, grâce à une subvention exceptionnelle accordée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères dans le cadre du plan francophonie et pluri-linguisme. Les projets rattachés au label Médialab encouragent le développement de contenus innovants dans le monde arabe, notamment francophones.

MédiaLab Innovation

MediaLab Innovation soutient cinq projets éditoriaux innovants en français pour des médias en Algérie, au Liban, au Maroc et en Tunisie. Un séminaire d'ouverture a réuni les journalistes de ces médias, sélectionnés après un appel à candidatures, en février 2019 à Beyrouth, autour de quatre thématiques : l'audience numérique, installer une relation de confiance avec son audience, les nouveaux formats éditoriaux et les financements innovants et alternatifs. Cet événement a également permis de définir un programme d'accompagnement spécifique à chaque média.

MédiaLab Campus

Lancé en avril 2019, MédiaLab Campus favorise les échanges humains entre des écoles de journalisme du monde arabe et françaises, voire européennes. Durant l'année, six projets de partenariat entre des écoles de journalisme d'Europe et du pourtour méditerranéen ont été choisis. Ainsi, l'École Supérieure de Journalisme de Lille (ESJ) a organisé, à l'automne, une formation de formateurs pour quatre enseignants et deux journalistes de l'Université de Mossoul (Irak). En outre, quinze bourses de stage ont été attribuées à des étudiantes et étudiants en écoles de journalisme souhaitant partir en stage dans un média étranger durant l'été 2019. Des stagiaires du monde arabe ont été accueillis dans des rédactions françaises, notamment à France 24, alors que des stagiaires français ont effectué des stages dans des médias du monde arabe comme l'Orient le Jour.

MédiaLab Environnement

Le projet MédiaLab Environnement contribue à mieux faire connaître les défis environnementaux, grâce à une information de qualité et mieux maîtrisée sur ces sujets. Il a débuté en octobre 2019 lors d'une conférence à l'Institut du monde arabe (IMA) intitulée « Initiatives écologiques dans le monde arabe ». Celle-ci a réuni une trentaine de professionnels des médias du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, d'Égypte, de Jordanie et du Liban pour échanger sur les problématiques écologiques propres à leurs pays, les actions environnementales menées par la société civile et leurs résultats.

MédiaLab Investigation

Lancé en septembre 2019 lors de la conférence « Global Investigative Journalism » -dont les tables rondes ont été traduites en français pour la première fois, organisée par le GIJN à Hambourg (Allemagne), MédiaLab investigation accompagne la spécialisation de journalistes d'investigation dans le domaine de la santé et la production d'enquêtes de qualité sur ce thème. En novembre 2019, après un appel à candidatures, huit enquêtes ont été choisies. Les journalistes concernés viennent de Tunisie, d'Irak, du Maroc, d'Algérie, d'Égypte et de Palestine.

MediaLab s'inscrit dans le cadre de la « stratégie internationale pour la langue française et le plurilinguisme », lancée par le président de la République en 2018, qui vise notamment à « renforcer les médias francophones » et « à faire la promotion du modèle d'une information libre et indépendante ». Cette initiative a pour enjeu de stimuler une nouvelle offre de contenus journalistiques dans les pays d'Afrique francophone, en particulier en français mais pas uniquement, puisqu'il s'agit de promouvoir le plurilinguisme, en soutenant le développement de projets éditoriaux innovants.

PAGOF

Encourager l'administration et la société civile
à œuvrer pour un gouvernement ouvert

Calendrier : octobre 2017 – octobre 2020 / **Budget global** : 1,5 M€

Le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) des pays d'Afrique francophone est déjà constitué de 6 pays membres et suscite de plus en plus d'intérêt. De nombreuses initiatives et d'importantes réformes ont vu le jour ces dernières années pour renforcer l'accès à l'information, la transparence financière, la participation citoyenne et la redevabilité, et répondre ainsi aux aspirations citoyennes.

Le Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (#PAGOF), mis en œuvre par CFI et Expertise France et financé par l'Agence Française de Développement (AFD), accompagne les administrations et la société civile (dont les médias), pour améliorer la gouvernance, l'accès à l'information et la participation citoyenne dans la construction et le suivi de l'action publique en Tunisie, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du PGO, qui regroupe aujourd'hui 79 pays et des centaines d'organisations de la société civile.

En 2019 les actions du projet ont été concentrées sur le renforcement des connaissances aux principes du gouvernement ouvert et du PGO ainsi que sur le renforcement des capacités techniques des porteurs d'engagements pris dans le cadre de leur plan d'action national. Près de 600 personnes ont bénéficié des formations PAGOF et une quinzaine de journalistes d'investigation burkinabé ont également participé à un cycle de formation sur le journalisme de données.

Promouvoir le gouvernement ouvert au niveau local

En Tunisie, si les principes de démocratie participative et de gouvernance ouverte pour les municipalités tunisiennes sont inscrits dans la Constitution de 2014, la transcription de ceux-ci en politiques publiques locales reste complexe. Cinquante cinq personnes issues des municipalités et de la société civile de douze municipalités tunisiennes ont été formées aux outils permettant de concrétiser ces principes de gouvernement ouvert.

Au Burkina Faso, pour que les citoyens soient mieux informés et associés à l'élaboration de l'exécution budgétaire dans leur commune, personnes élus, organisations de la société civile et médias locaux de cinq villes ont bénéficié d'un atelier de sensibilisation sur la participation citoyenne dans la gestion du budget communal.

Promouvoir l'accès à l'information et aux données publiques

La diffusion et l'accessibilité des données offre aux populations la possibilité de s'informer mais aussi d'agir et de se défendre. Dans cette logique, des ateliers d'extraction, de traitement et de publications de données au Burkina ont abouti à la publication de 35 nouveaux jeux de données, publiés sur le portail « data.gov.bf », et à l'organisation d'un hackathon autour des données ouvertes au service de la promotion des droits des personnes handicapées.

En Côte d'Ivoire, quinze personnes de l'administration ont renforcé leurs compétences en open data dans le domaine des finances publiques et du budget, et se sont initiées à l'extraction de données issues du budget citoyen.

Vers la constitution d'un réseau de praticiens du gouvernement ouvert en Afrique francophone

Pour clore cette année, un second séminaire régional s'est tenu à Abidjan en novembre 2019 et a rassemblé plus de 120 personnes issues des administrations, des organisations de la société civile et des médias de seize pays d'Afrique francophone. Pendant deux jours, experts et praticiens ont partagé plus de vingt expériences, projets et outils facilitant la mise en place du gouvernement ouvert au sein des administrations et de la société civile.

« Notre rôle c'est de faire en sorte que nous puissions avoir des engagements pertinents qui contribuent à améliorer les conditions de vie des citoyens. Le projet PAGOF nous a déjà apporté beaucoup ! »

Julien Tingain, président de l'ONG Social Justice et coordinateur de la plateforme de la société civile Ivoirienne

MÉDIASAHEL

Offrir un nouvel espace d'expression à la jeunesse sahélienne

Calendrier : janvier 2019 – décembre 2022 / **Budget global** : 8,3 M€

La zone du Sahel connaît depuis plusieurs années une série de crises multiformes, qui se superposent et s'amplifient. Cette instabilité ne pourra être résolue sans une meilleure inclusion socio-politique des jeunes. Les médias ont un rôle à jouer dans ce domaine.

Lancé au début de l'année 2019, le projet MédiaSahel, financé par l'AFD (Agence Française de Développement), place au cœur de son action l'inclusion de la jeunesse, en particulier des jeunes femmes, ainsi que la stabilisation et le développement démocratique du Burkina Faso, du Mali et du Niger. À travers un dispositif d'appui à la production d'émissions, il vise à offrir aux Sahéliennes et Sahéliens des informations fiables et des opportunités de participation à la vie publique de leurs pays.

Les premières actions sur le terrain ont déjà montré l'intérêt des médias locaux pour ces contenus spécifiquement dédiés à la jeunesse. Vingt-quatre radios ont été sélectionnées dans les trois pays pour participer au projet et vingt personnes formées pour animer les différents ateliers qui le jalonnent.

Au Burkina Faso, des responsables de radios partenaires et des jeunes se sont rencontrés, fin 2019, lors d'un atelier de concertation. L'occasion de mieux comprendre les attentes de tous et toutes et d'envisager des réflexions et des pistes de collaboration par région. Le dessin de presse a été choisi comme support pour initier un débat autour de l'éducation aux médias.

« On ne se rend pas compte aujourd'hui de l'importance de tels projets pour nous. En apprenant à parler à la radio et en public, j'ai pu créer mon association et avoir le courage de dire ce que je pense, pour faire avancer les choses à mon niveau. »

Aly, 23 ans, soudeur (Burkina Faso)

Des émissions de radio interactives

Afin de favoriser la création de contenus destinés aux jeunes marginalisées, la production d'informations et d'émissions de dialogue a été confiée à des acteurs ayant les capacités d'une production centralisée. Les studios Kalangou et Tamani de la Fondation Hirondelle ont ainsi produit et diffusé, en 2019, plus de mille programmes destinés aux Nigériennes et Maliennes. Depuis plusieurs mois, l'Union Nationale de l'Audiovisuel Libre du Faso (UNALFA) a lancé sur les ondes de plus de vingt radios partenaires l'émission « Jeunes Wakat », innovante, pédagogique, humoristique et participative.

Enfin, de nouveaux programmes « Alors on dit quoi ? », en français, mandingue et fulfuldé ont été produits et diffusés sur les antennes de RFI, pour sensibiliser la jeunesse aux questions de citoyenneté et de participation. Les taux de participation à ces différentes émissions interactives révèlent un fort engouement pour ces formats.

OPEN DATA MÉDIAS 2

Dix-sept mois d'appui à l'émergence d'un réseau de dataactivistes africains

Calendrier : août 2017 - décembre 2018 / **Budget global** : 410 K€

En 2017 et 2018, CFI a formé une vingtaine de journalistes et membres d'organisations de la société civile d'Afrique francophone, spécialisés dans l'usage citoyen des nouvelles technologies, aux outils d'exploitation des données ouvertes, notamment à des fins journalistiques. Après la clôture d'Open Data Médias 2, son évaluation a été confiée en 2019 à un cabinet extérieur.

Open Data Médias 2 s'est inscrit dans la continuité de projets déjà initiés en Afrique dans le domaine des nouveaux médias et de l'innovation numérique, comme Naila ou Connexions citoyennes. Durant 17 mois, dix-neuf personnes de treize pays d'Afrique francophone subsaharienne ont été accompagnés pour devenir des professionnels de la donnée ouverte.

Parmi eux, cinq femmes, journalistes ou responsables d'organisations de la société civile, ont suivi des ateliers pour apprendre à coder, à créer des bases de données et à les exploiter, afin d'utiliser ensuite ce type d'informations dans leurs actions d'investigation. Remarquées pour leur engagement tout au long du projet, elles ont fait preuve d'une grande rigueur et leurs travaux ont été reconnues dans leurs pays d'origine.

Créer un réseau de spécialistes de l'open data en Afrique

Cette seconde édition d'Open Data Médias peut se prévaloir d'avoir bâti une communauté solide et solidaire de professionnels des données ouvertes, à même de produire des plaidoyers pour faire avancer leurs pays vers plus de démocratie, de transparence et une meilleure gouvernance. Pour les éventuelles prochaines éditions, des améliorations pourront porter sur le cursus du projet, afin de lui donner une orientation plus concrète et moins théorique, en mettant davantage l'accent sur la production de plaidoyer, réclamé par les médias et ONG.

« Traiter correctement les données auxquelles j'ai accès, les "nettoyer", demande énormément de temps. Je délégais souvent ce travail à quelqu'un d'autre. Avec ce projet, j'ai beaucoup appris. Notamment comment nettoyer moi-même mes données avec des logiciels qui sont non seulement libres, mais aussi gratuits. Il me fallait juste les télécharger et apprendre à les utiliser ! »

Satou Annick Kante, chargée de communication pour l'organisation Social Justice (Côte d'Ivoire)

YMER+

Mieux informer la population sur la situation humanitaire au Yémen

Calendrier : mai 2019 – octobre 2020 / **Budget global** : 600 K€

Développer un paysage médiatique neutre au Yémen, avec des médias utilisés pour répondre aux besoins de la population plutôt que comme outils de propagande, s'avère nécessaire pour contenir la crise humanitaire actuelle.

Le projet YMER+ (*Yemeni Media Emergency Response*), financé par l'Union européenne, favorise le développement du journalisme humanitaire dans le pays, afin d'optimiser l'action des ONG sur le terrain et la diffusion d'une information utile auprès des populations, notamment en matière d'accès à un hébergement d'urgence, à la nourriture, à l'eau ou encore aux soins.

À travers des actions de mise en réseau sur le terrain, de formations de journalistes au traitement de l'information humanitaire et de soutien à la production, le projet YMER+ renforce le positionnement du journalisme yéménite en tant que rouage essentiel de la communication entre les ONG et leurs bénéficiaires. Il soutient ainsi l'efficacité de l'aide internationale, pour un impact plus concret.

Élaboration d'un code de conduite

En septembre 2019, dix journalistes yéménites ont bénéficié d'une formation de formateurs à Amman, pour se familiariser avec les différents outils existants. Ils sont désormais en mesure de former au journalisme humanitaire et d'évaluer les contenus produits par les personnes qu'ils encadrent.

Plus de trente journalistes yéménites et représentants d'organisations humanitaires basées au Yémen se sont réunis à Amman, en novembre 2019, pour envisager des moyens et pistes d'amélioration de la couverture médiatique humanitaire dans le pays. Les discussions ont confronté les différentes opinions des rédacteurs en chef et des journalistes venus de régions différentes du Yémen. Ce séminaire s'est concrétisé par l'élaboration d'un code de conduite, adopté et signé par toutes et tous. Les journalistes ont également assisté au forum annuel pour le journalisme d'investigation de l'ARIJ (Arab Reporters for Investigative Journalism), le plus grand rassemblement de reporters d'investigation du monde arabe.

« Ce séminaire a permis de répondre au besoin urgent de discuter des moyens d'utiliser les médias locaux au profit de la situation humanitaire au Yémen, dans un contexte de crise »

Ali Al Faqeh, rédacteur en chef du site Al Masdar

VÉRIFOX AFRIQUE

Lutter contre les infox en période électorale

Calendrier : août 2019 – septembre 2020 / **Budget global** : 500 K€

Dans un contexte mondial où le numérique prend toujours plus de place, la diffusion massive d'infox peut constituer un facteur de déstabilisation pour les démocraties. L'accès à une information fiable, indépendante et pluraliste va de pair avec l'établissement durable d'un État de droit.

En septembre 2019, CFI a lancé Vérifox Afrique en partenariat avec les Observateurs de France 24 – la cellule de *fact-checking* de France Médias Monde – pour répondre aux besoins exprimés par ses partenaires africains (médias et influenceurs) d'être mieux outillés pour lutter contre les infox, plus spécifiquement durant les périodes d'élections, moments charnières de la démocratie où il est primordial que la population ait accès à une information vérifiée.

En septembre 2019, après un appel à candidatures à destination des médias ivoiriens, burkinabés et béninois, dix-sept médias (télévision, radio, presse écrite et web) ont été sélectionnés pour leur qualité éditoriale et leur motivation.

Une conférence de lancement dans chaque pays

En novembre et décembre 2019, trois forums de concertation nationaux sur les enjeux de la lutte contre les fausses informations en période électorale se sont tenus, dans les capitales des pays ciblés (Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Bénin). À chaque fois, trois jours d'ateliers ont réuni des acteurs nationaux du secteur de l'information (médias, influenceurs et influenceuses, société civile, politiques, expertes et experts) ainsi que des *fact-checkeurs* internationaux comme Africa Check, les Observateurs de France 24 et Checknews.

Pendant ces débats très suivis (cinquante personnes à Ouagadougou, plus d'une centaine à Abidjan et soixante à Cotonou), les journalistes se sont interrogés sur les enjeux qui entourent la question de la prolifération des infox (*fact-checking*, journalisme en période électorale, cadre juridique de la lutte contre les infox, les GAFAs : ennemis ou alliés de la vérité ?...).

« Il est bon que le milieu des journalistes et celui des médias réfléchissent à la manière dont ils vont traiter la campagne électorale par le biais de la vérification de l'information. Je crois que cela contribuera à un climat plus apaisé du débat public. »

Philippe Di Nacera, journaliste à 7info (Côte d'Ivoire)

Un journaliste emprisonné après un séminaire Vérifox

Le séminaire du 17 au 19 décembre à Cotonou a réuni des journalistes et le procureur de la République du Bénin, venu parler du cadre légal des infox dans le pays. Les propos du procureur ont été relayés sur Twitter par le journaliste Ignace Sossou du média Bénin Web TV. Après la publication de ces tweets, le journaliste a été condamné en première instance à 18 mois de prison et 250 000 FCFA d'amende pour harcèlement par le biais de moyens de communication électroniques. Dans le cadre de cette affaire, il est reproché à CFI d'avoir rédigé et envoyé au Ministre de la justice une lettre, qui a servi comme pièce à charge pour l'arrestation du journaliste. Cette lettre n'a pas suivi le circuit de validation adéquat. Il s'agit d'un grave dysfonctionnement interne. Des mesures internes (y compris une procédure disciplinaire et de départ de salariés) de nature à éviter tout risque à l'avenir, ont été prises.

INFOSDROITS

Promouvoir le débat public sur les droits humains à travers les médias

Calendrier : juin 2019 - mars 2020 / **Budget global** : 200 K€

La Mauritanie a ratifié les principaux traités africains sur les droits humains et s'emploie à traduire ses engagements internationaux dans sa législation et dans ses stratégies et politiques nationales. Sur le terrain en 2019, CFI s'est engagé à accompagner les journalistes à traiter ses thématiques.

Si des progrès notables dans la lutte contre la pauvreté ont été réalisés ces dernières années, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'Homme et l'extrême pauvreté a dressé, dans son rapport de 2017, une série de recommandations visant une meilleure application des droits humains en Mauritanie. Les ONG nationales et internationales, telles que Human Rights Watch, Amnesty International ou la FIDH (Fédération internationale pour les droits humains), se sont inquiétées quant à elles de dérives récentes et ont appelé à la vigilance.

Le journalisme comme outil de sensibilisation aux droits humains

Afin d'épauler les journalistes dans leur engagement pour les droits humains et contre les stéréotypes et les pratiques discriminatoires dans la société, le projet « Promotion des Droits Humains et Dialogue sur les Droits Humains » (PDDH) mis en œuvre par la GIZ, a formé depuis 2015 de nombreux journalistes mauritaniens des médias publics et privés au journalisme sur les droits humains. Le PDDH a confié en 2019 à CFI la conception et l'organisation d'un accompagnement pédagogique des médias des régions de l'Assaba et du Gorgol, et des régions avoisinantes ; c'est ainsi qu'est né le projet InfosDroits.

Tout d'abord, huit journalistes mauritaniens expérimentés ont été initiés aux techniques de formation et aux questions liées aux droits humains. Cinq d'entre eux constituent désormais une équipe spécialisée dans le traitement journalistique de cette thématique, en arabe et en français.

Puis, en novembre 2019, 37 journalistes venant de l'Assaba et du Gorgol se sont rendus dans les capitales régionales de Kaédi et de Kiffapour, afin d'être sensibilisés aux principaux enjeux des droits humains dans leurs régions et aux textes de lois existant, et formés aux techniques journalistiques pour traiter de ces sujets. Parmi eux, 26 journalistes participeront à une formation avancée en 2020.

« Les journalistes n'abordent pas assez la question des victimes d'atteintes aux droits humains. Parfois, on ne les voit pas. Nous leur avons appris à voir et à traiter la parole de ces victimes. Les débats, parfois vifs, entre les journalistes, ont montré leur intérêt pour ces thématiques. »

Mohamed El Hani, coordinateur du projet InfosDroits

HAL-MEDIA

Pour une information positive en Palestine

Calendrier : juillet 2018 - octobre 2020 / **Budget global** : 315 K€

Le traitement de l'actualité proposé par les médias palestiniens ne répond que partiellement aux attentes de la jeunesse. Pour renouer avec ces publics, ils doivent changer leur manière de produire de l'information, pour offrir davantage de contenus inspirants et constructifs.

Le projet Hal Media* encourage le développement du journalisme de solutions dans les médias palestiniens nationaux, locaux et en ligne. Il contribue à la création de contenus positifs et stimulants plus spécifiquement destinés aux jeunes et aux femmes, sur des sujets qui les concernent en priorité (emploi, éducation, santé...).

En 2019, CFI a travaillé avec des partenaires locaux pour assurer la formation de 35 journalistes, le tutorat de cinq rédactions et la production de 17 vidéos, en Cisjordanie mais également à Gaza. Ainsi, avec l'appui de l'université de Birzeit, deux ateliers ont été organisés, l'un pour douze journalistes expérimentés et l'autre pour dix débutants, afin de découvrir plus en détails le concept du journalisme de solutions et l'impact positif qu'il peut avoir sur les communautés.

Des contenus produits sur mobiles et diffusés sur les réseaux sociaux

À Gaza en mai, treize jeunes ont aussi appris à utiliser leurs téléphones portables pour réaliser des vidéos et les diffuser de manière rapide et efficace, notamment sur les réseaux sociaux. Venus de Jénine, Tulkarem ou encore Hébron, ils ont ensuite produit avec l'ONG Sharek Youth Forum, une série de 17 vidéos autour de sujets constructifs pour les jeunes.

« Le journalisme de solutions est une approche innovante et une vraie plus-value pour traiter l'actualité. »

Ahmad Abu Toul, étudiant de l'université de Jénine

Enfin, des experts ont accompagné cinq rédactions pour intégrer davantage de journalisme de solutions dans leurs contenus. Parmi les sujets retenus par les journalistes : l'accès à l'éducation pour les enfants malades et hospitalisés, l'accès à l'eau potable dans les écoles, les conditions d'emprisonnement, l'accès à des contenus éducatifs gratuits (mooc, cours d'anglais...), la lutte contre les violences envers les femmes...

« Ces articles peuvent permettre aux lecteurs de penser différemment et de les aider concrètement. »

Walaa Shamali du quotidien [Al-Hayat al-Jadida](#)

* « Hal » signifie « solution » en arabe

ÉCHOS DES VOIX FÉMININES

Partir sur les routes, à la rencontre des femmes marocaines

Calendrier : novembre 2018 – mai 2020 / **Budget global** : 150 K€

Malgré une législation favorable au développement de la parité et protectrice des droits des femmes au Maroc, les discriminations et violations de ces droits persistent. Dans les régions rurales, moins d'un tiers des jeunes femmes sont scolarisées et plus de la moitié sont touchées par l'analphabétisme.

Le projet Échos des voix féminines encourage la participation des jeunes femmes marocaines du monde rural, dans la région de Marrakech-Safi, afin de leur donner la parole, de mettre en lumière leur propre vision de la société, et de les laisser exprimer leurs projets et leurs attentes.

En 2019, un mini-van a été équipé d'un studio radio et de deux panneaux solaires d'une capacité de 1000 watts chacun. Les équipes de l'AIC (Association Initiatives Citoyennes), à l'origine du projet, ont parcouru plus de 20 000 kilomètres en neuf mois et rencontré plus de 500 femmes et hommes.

Ils ont recueilli leurs témoignages dans deux émissions : Timgharine (qui signifie « femmes » en langue amazigh) qui évoque leurs besoins, problèmes, exigences et attentes ; et Moubadarat-Nissaiya (qui signifie « initiatives féminines » en arabe), un espace où leurs initiatives et projets sont mis en valeur.

« Je suis ému par cette expérience qui était d'abord un rêve. Aujourd'hui, je la vois réalisée devant moi, avec tous ces jeunes et cela me touche énormément. J'espère que cela participera à renforcer les droits des femmes et à faire entendre leur voix au niveau de la région. »

Yassine Aabbar, président de l'AIC

Des groupes de discussion dans huit provinces

Des membres de l'AIC et des contributrices ont également bénéficié d'une formation aux réseaux sociaux, d'une formation aux techniques de production médias et d'une formation aux techniques de plaidoyer.

De son côté, FMAS (Forum des Alternatives Maroc), autre partenaire du projet, a mandaté le cabinet Regiminis pour établir un diagnostic des entraves à un accès égal aux droits dans la région de Marrakech-Safi. Le diagnostic, rendu en octobre 2019, se base sur un travail de terrain comptant huit groupes de discussion avec des représentants de la société civile et des acteurs œuvrant pour l'égalité entre les sexes.

Ces réunions se sont déroulées dans huit provinces ou préfectures du territoire régional. 199 personnes ont été interviewées (hommes, femmes, femmes leaders, élus et cadres). Dans toutes les catégories, l'évolution des mentalités constitue la piste principale vers plus d'égalité.

MÉKONG INFO DURABLE

Promouvoir un journalisme contribuant au développement durable dans la région du Mékong

Calendrier : avril 2019 - décembre 2020 / **Budget global** : 800 K€

Le Vietnam, le Cambodge, le Laos et la Birmanie font partie des pays les plus impactés par le changement climatique, la perte de la biodiversité et la pollution. Face à ces menaces, le travail des journalistes est primordial.

Lancé en avril 2019, Mékong info durable, qui contribue à développer le traitement de sujets d'actualité scientifique dans la région du Mékong, a pris toute son ampleur durant l'été. Dans les quatre pays concernés par ce projet, les contextes politiques et de liberté de la presse sont tendus, et la situation se détériore continuellement. L'écriture de sujets sur le développement durable peut se révéler difficile car potentiellement critique de l'action ou de l'inaction des gouvernements en place.

Avec l'aide de ses partenaires locaux, CFI a mis en œuvre dix-sept formations, six formations de formateurs et un tutorat constant dans les domaines de l'écriture journalistique en ligne et de l'environnement. Au total, 171 bénéficiaires ont approfondi leurs connaissances sur des sujets tels que la pollution et ses impacts sur la santé, et amélioré leurs compétences dans le domaine du journalisme de données, l'utilisation d'infographies ou encore la vidéo.

Adapter les comportements aux évolutions climatiques

Des changements sont déjà visibles dans les enquêtes publiées, qui intègrent une plus grande multiplicité de sources et l'utilisation de différents médias (photos, textes, vidéos). Ces publications permettent ainsi une meilleure information des populations locales et des décideurs politiques, afin d'adapter les comportements aux impacts des bouleversements environnementaux.

« J'ai rejoint cette formation car je travaille principalement sur des sujets environnementaux. Il est nécessaire que nous, journalistes, sensibilisions la population aux impacts de la pollution au plastique, afin qu'elle stoppe son usage. Je remercie CFI pour cette formation et j'espère en avoir d'autres, notamment sur la pollution de l'air. »

Ma Khin Khin Htay, journaliste à MNTV (Birmanie)

HIWAR TOUNSI

Mieux comprendre le processus électoral en Tunisie

Calendrier : septembre 2017 – février 2020 / **Budget global** : 325 K€

En Tunisie, si l'offre médiatique s'est développée en région depuis la Révolution de 2011, les populations manquent encore d'informations les concernant directement.

Le projet Hiwar Tounsi, co-écrit et mis en œuvre depuis deux ans avec l'association tunisienne Barr Al Aman a contribué à renforcer la couverture des élections, ainsi que le volume et la qualité de l'information traitant de la vie politique locale par les médias.

En 2019, CFI a poursuivi son accompagnement au développement de la plateforme de Barr Al Aman, permettant ainsi une augmentation du volume de productions (émissions et chroniques, interviews en direct, reportages, infographies, revues de presse mais aussi publication de rapports de recherche).

« Le partenariat avec CFI pendant la période électorale en Tunisie a été déterminant. Il nous a permis de changer de dimension dans le développement de notre média. »

Mohamed Haddad, rédacteur en chef de Barr Al Aman

Plus de 150 élus des municipalités des gouvernorats de Sidi Bouzid, Kairouan, et Gabès ont également participé à des sessions de sensibilisation à la nécessaire communication de leurs actions auprès des citoyens et citoyennes, à travers plusieurs outils de partage de l'information : communiqué, conférence de presse, communication de crise et réseaux sociaux.

Des conseils personnalisés pour la couverture des élections

Pour préparer l'élection présidentielle et des élections législatives de l'automne 2019, une vingtaine de journalistes, venus de différentes régions (Gafsa, Gabès, Sfax, Mednine, Tataouine, Djerba, Sousse, Kairouan, Kasserine et Jendouba) ont bénéficié d'un accompagnement à l'organisation de leurs rédactions. Après avoir expérimenté les différents modes de traitement d'une campagne électorale, chaque journaliste a présenté le projet éditorial de son média pour la couverture des élections législatives et reçu les conseils personnalisés de deux formateurs.

Parmi eux, deux journalistes de la radio Dream FM de Kairouan ont présenté un projet ambitieux auquel CFI a décidé d'apporter un soutien financier. Pendant 18 jours, Dream FM a produit et diffusé des spots de sensibilisation de la population incitant à aller voter, assuré une large couverture de la campagne à travers les interviews d'une soixantaine de candidats et proposé des reportages tout au long de la journée électorale du 6 octobre.

« Grâce au soutien de CFI, nos programmes pendant la campagne des élections législatives ont créé une vraie dynamique dans la région de Kairouan. Nous avons été les seuls à relayer les attentes des citoyens. »

Mohamed Taïeb Chmengui, Directeur de la radio Dream FM

PRAVO-JUSTICE

Faire comprendre, grâce aux médias, les réformes de la justice en Ukraine

Calendrier : décembre 2017 - décembre 2020 / **Budget global** : 400 K€

Face à la défiance de la société civile vis-à-vis de la justice, le gouvernement ukrainien a entamé, depuis 2015, une profonde réforme du système judiciaire.

Le projet PRAVO-Justice, lancé fin 2017 et financé par l'Union européenne, s'inscrit dans un vaste programme d'appui à la réforme du secteur judiciaire. Dans ce cadre, CFI met en œuvre le volet médias, qui vise à améliorer la confiance des Ukrainiens dans la justice de leur pays, leurs connaissances des réformes en cours et du système judiciaire, en format les journalistes à ces questions.

L'année 2019 a été marquée par des élections présidentielles et parlementaires et l'avènement du président Volodymyr Zelenski. Dans ce contexte d'intense couverture médiatique, visant particulièrement les réalisations et les promesses électorales liées à la réforme de la justice, 19 journalistes ayant une expérience dans le traitement de l'actualité judiciaire ont poursuivi leur spécialisation avec CFI.

Ils ont suivi deux cycles de formation agréments d'interventions de professionnels (magistrats, avocats, fonctionnaires), pour qui les interactions avec les médias sont fondamentales. Entre chaque séance en présentiel, les stagiaires ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé pour la production de reportages, d'enquêtes ou d'articles.

Les modules s'appuyaient sur des exemples spécifiques liés à la pratique du journalisme judiciaire en France, mais également sur l'expérience des formateurs en matière d'affaires internationales. Ils ont été conçus et animés par trois journalistes français membres de l'Association de la Presse Judiciaire, épaulés par deux journalistes spécialistes de la justice en Ukraine.

Découvrir la chronique judiciaire « à la française »

Formateurs, formatrices et bénéficiaires ont apprécié ce cycle de spécialisation. L'équipe pédagogique a souhaité présenter la chronique judiciaire « à la française », une découverte pour les journalistes judiciaires ukrainiens. Ces derniers ont accueilli avec enthousiasme ce genre qui, des grandes affaires aux faits divers locaux, met en lumière le fonctionnement de la justice et les visages d'une société.

Marina Ansiforova qui couvre les affaires judiciaires pour la chaîne de télévision 24 et le site d'information Bihus Info, admettait en début de cycle « *ne pas se rendre au tribunal* » et comptait, par la suite, suivre les procès avec plus de profondeur et d'objectivité. Selon Olesksiy Arunian, journaliste à Gratie, « *la master class sur la chronique judiciaire a été la plus efficace. Pratique et concrète, elle nous a apporté des connaissances que nous pouvons utiliser.* »

Afin de compléter la partie théorique de cette formation, un fonds de soutien à la production a été mis en place. Fin 2019, vingt contenus (reportages pour la télévision et la radio, et articles en ligne) avaient déjà été produits.

ÉCRIRE ET PRODUIRE EN AFRIQUE 2

Soutenir la création de séries de fictions africaines

Calendrier : mai 2018 – décembre 2019 / **Budget global** : 225 K€

En 2019, CFI a accompagné la production de plusieurs projets de séries télévisées africaines dans le domaine de l'écriture, du *coaching* de comédiens et comédiennes, de la réalisation et de la direction de production.

Parmi ces projets, Oasis, une série togolaise de vingt épisodes de 26 minutes, produite par la société Yobo Studios. Un atelier axé sur la direction de production et toutes ses composantes (assistanat de production, régie générale...) animé par un expert sénégalais, Ousmane Fall, a formé cinq jeunes togolais, qui ont ensuite rejoint l'équipe de tournage. Cette série est diffusée sur Canal+ Afrique depuis décembre 2019.

Pour la série Daome, produite par la société sénégalaise la Prod Sympa, un atelier d'écriture encadré par le scénariste Alain Patetta a réuni au Sénégal cinq jeunes âgés de 25 à 30 ans, pour acquérir les bases de l'écriture d'une série télévisée et rendre, grâce à un travail de suivi à distance, l'ensemble des scénarios des huit épisodes de 52 minutes de la série. Le tournage est prévu pour 2020.

Outil de sensibilisation et de débat dans les zones sensibles

En 2018 et 2019, CFI a organisé plusieurs ateliers d'écriture à Dakar et Saint-Louis, sous la direction du *showrunner** Charli Beleteau, pour la série Wara (ex-Bruits de tambours), afin de former six scénaristes à l'écriture d'épisodes au format de 45 minutes. Wara était l'élément central d'un programme de sensibilisation, conduit au Sénégal et financé par l'AFD, pour le changement social et la promotion d'une démocratie participative et inclusive, notamment en faveur des femmes et des jeunes. Cette série s'est inscrite également dans les actions du projet MediaSahel, développé par CFI et financé par l'AFD au Mali, Burkina Faso et Niger. Pour ce projet, la série télévisée sera adaptée au format radiophonique et traduite dans quatre langues locales pour servir d'outil de sensibilisation et de débat dans les zones sensibles du Sahel et s'appellera Dianké.

Produite par la société sénégalaise Keewu Productions, Wara bénéficiera d'une visibilité importante, puisqu'elle sera diffusée en exclusivité auprès des 291 millions de foyers qui constituent l'audience de TV5 Monde dans le courant de l'année 2020.

Enfin, la deuxième édition d'Afrique au féminin a rassemblé sept réalisateurs et réalisatrices de sept pays différents sur le thème de la place des femmes dans la société africaine. Les reportages imaginés et produits ont été diffusés sur Canal+ Afrique à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars 2019, dans une édition spéciale de l'émission Enquête d'Afrique.

* *Personne qui dirige l'écriture et coordonne l'équipe de scénaristes d'une série télévisée*

RELÈVEMENT ET STABILISATION EN RCA

Pour une meilleure cohésion sociale

Calendrier : mai 2016 – juin 2019 / **Budget global** : 700 K€

En République centrafricaine (RCA), dans un contexte politique et sécuritaire toujours très instable, CFI a placé au cœur de son action le renforcement de la cohésion sociale et du bien vivre ensemble, à travers le volet médias du projet Relèvement et Stabilisation en RCA.

Porté par Expertise France et financé par le fonds fiduciaire Bêkou, avec un cofinancement de l'Union européenne, ce projet a accompagné six radios communautaires des régions de Berberati et de Bria, afin d'instaurer une meilleure collaboration entre radios, organisations de la société civile et autorités locales.

Une trentaine de personnes ont été formées en journalisme, avec des acquis notable en termes de préparation éditoriale et technique pour la réalisation d'émissions et de magazines. Plus de cinquante émissions ont été produites et diffusées en sango, langue véhiculaire de la RCA.

Des sessions plus particulièrement axées sur le management ont fourni aux responsables des radios des outils pour améliorer leur gestion interne, tant sur le plan de l'administration générale que du management d'équipe ou de l'organisation de la production.

Des émissions radio produites en synergie

Les six radios se sont réunies pour réaliser une vingtaine d'émissions en commun, favorisant ainsi une approche participative locale. Grâce à ces productions, les Centrafricains ont eu accès à une variété de sujets - impliquant experts, autorités locales et membres de la société civile - portant sur des questions d'intérêt général et liées au renforcement de la cohésion sociale.

Certaines radios ont enfin bénéficié d'appuis ponctuels pour la production d'événements « hors les murs ». Ces émissions enregistrées en public et délocalisées, sur des thématiques chères à la communauté, ont été massivement suivies dans les villages.

« Les acquis sont là : nos conférences de rédaction sont plus fréquentes et mieux structurées. Des mini-synergies avec la radio Ndjoku ont donné lieu à des émissions sur des thématiques de cohésion sociale, pour lesquelles nous avons eu des retours très positifs. Même si des difficultés persistent, nous avons bien renforcé cette cohésion et un respect réciproque s'est installé entre la population et les autorités. »

Mariette Mowe, directrice de la radio Kuli Ndunga à Nola.

NOS BAILLEURS ET PARTENAIRES EN 2019

Nos bailleurs

CFI est majoritairement financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, dans le cadre de l'aide publique française au développement. L'agence a développé une politique active de recherche de fonds extérieurs au niveau européen et international : l'Union européenne (UE), l'Agence Française de Développement (AFD), la coopération allemande (GIZ) et Expertise France (EF) font partie de ses bailleurs réguliers.

Plusieurs projets menés en 2019 par l'agence sont financés par l'Union européenne. C'est le cas du projet D-Jil, qui accompagne les médias pour innover et créer des contenus en ligne pour les jeunes du monde arabe, ou encore d'EU-JDID, qui apporte un soutien européen au développement de la démocratie et des institutions en Jordanie.

Également financé par l'Union européenne, le projet EcoMédias a amélioré, grâce aux médias, la qualité du débat public et renforcé le contrôle citoyen en matière de bonne gouvernance économique au Burkina Faso.

De son côté, l'AFD finance, notamment, deux projets de CFI : MédiaSahel, qui participe à une meilleure implication de la jeunesse sahélienne par les médias, et le PAGOF (Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones), mené en partenariat avec Expertise France, qui accompagne les administrations, les médias et les citoyens africains dans l'ouverture des données publiques et leur utilisation à des fins citoyennes.

Plusieurs projets ont été également menés en 2019 avec l'organisme de coopération allemande GIZ : InfosDroits, qui renforce la couverture médiatique sur les droits humains en Mauritanie et Dialogues citoyens Bénin, qui améliore la qualité des échanges autour des questions de redevabilité et de contrôle citoyen de l'action publique, grâce à une augmentation qualitative de l'offre médiatique.

Enfin, certains projets menés en 2019 par l'agence sont financés par l'organisme public français Expertise France. C'est le cas de Qudra, qui vise à améliorer l'accès à l'information des populations de réfugiés syriens résidant en Jordanie, en Turquie et au Liban, ou encore de Pravo Justice, qui permet de mieux faire comprendre les réformes de la justice en Ukraine grâce aux médias.

Nos principaux partenaires

En 2019, 60% des projets de l'agence ont été menés en partenariat avec les rédactions ou les services de France Médias Monde (RFI, France 24 et Monte Carlo Doualiya), notamment à travers des projets destinés à la jeunesse.

Par exemple, les 18 médias soutenus dans le cadre du projet D-Jil ont fait l'objet d'une présentation sur les antennes de Monte Carlo Doualiya, dans le magazine hebdomadaire « Digital », également accessible en podcast sur le site internet de la radio.

La radio du monde RFI a également délocalisé deux émissions lors du forum médias et développement qui a réuni 120 médias de 25 pays d'Afrique, du monde arabe et d'Asie du Sud-Est en décembre à Paris.

CFI a clôturé en 2019 la septième édition du projet SafirLab, mené en partenariat avec l'Institut français, qui a accompagné, durant plusieurs mois, une vingtaine de jeunes du monde arabe porteurs de projets innovants dans le domaine de la société civile et des médias.

L'agence a également poursuivi son appui à la création africaine et participé à l'émergence de nouveaux talents, à travers l'écriture et la production de plusieurs séries, en partenariat avec Lagardère et Canal+ Afrique, dans le cadre du projet Écrire et produire en Afrique 2.

En outre, au niveau européen, CFI coopère de manière régulière avec ses homologues, BBC Media Action, Deutsche Welle, International Media Support (IMS) et Free Press Unlimited (FPU), et est aussi membre du Global Forum on Migrations and Development (GFMD) et du conseil d'administration d'EPD (European Partnership for Democracy), qui œuvre pour la promotion de la démocratie dans le monde.

Enfin, l'agence travaille avec de nombreux partenaires du Sud qui, du fait de leur implantation et de leur proximité avec les réalités locales, contribuent à construire des projets au service du développement des médias.



PERSPECTIVES 2020

CONNEXIONS CITOYENNES 2

Renforcer la participation citoyenne des 18-35 ans en Afrique francophone et accompagner l'émergence de projets numériques.

QARIB

Rapprocher les médias des préoccupations quotidiennes des citoyens en Jordanie, au Liban, en Irak et en Palestine.

DUNIA

Contribuer, grâce aux médias, à renforcer la prise en compte par la société civile et les pouvoirs publics des conséquences du dérèglement climatique.

SAFIR

Soutenir des initiatives innovantes portées par des jeunes des pays du Sud de la Méditerranée dans les médias.

ANTS'UM

Renforcer le rôle des médias et des journalistes pendant la transition démocratique en Arménie.

MAKANATI

Renforcer les médias sur les questions relatives à l'égalité femmes-hommes et aux droits des femmes en Irak et au Yémen.

SOUDAN

Accompagner la professionnalisation des médias dans le cadre de la transition démocratique en cours.

AFRIKIBAARU

Accompagner 48 médias en Afrique subsaharienne pour favoriser le traitement des questions liées au développement durable.

EXPRESSIONS BALKANIQUES

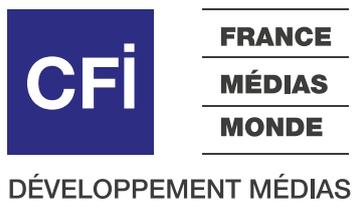
Favoriser les formes d'expressions médiatiques et audiovisuelles des jeunes des pays des Balkans.

OPEN DATA POUR ELLES

Favoriser la participation citoyenne des femmes en Afrique francophone par une meilleure maîtrise de l'exploitation des données ouvertes.

BILAN FINANCIER 2019

BUDGET OPERATIONNEL AFRIQUE	5 318 K€
Conseil / Expertise	4 423
<i>Médias et développement</i>	3 261
<i>Médias et entreprise</i>	308
<i>Médias et pluralisme</i>	854
Equipe développement et gestion de projets	894
BUDGET OPERATIONNEL MEDITERRANEE-ASIE	5 233 K€
Conseil / Expertise	4 353
<i>Médias et développement</i>	3 136
<i>Médias et entreprise</i>	183
<i>Médias et pluralisme</i>	1 034
Equipe développement et gestion de projets	880
BUDGET DES FONCTIONS SUPPORT	3 090 K€
Communication et internet	201
Frais de structure	1 902
Equipe et fonctionnement	986
RESSOURCES	13 555 K€
Subvention annuelle du MEAE	7 227
Commandes publiques	890
Contrats bailleurs multilatéraux	4 337
Autres ressources	1 101



Contact

62 rue Camille Desmoulins / 92130 Issy-les-Moulineaux
Communication : jgt@cfi.fr / + 33 1 40 62 32 32

cfi.fr